

Entretien

Le 13 novembre, la sociologie, la confusion intellectuelle de Manuel Valls : “Nos responsables politiques ont tendance à refuser toute explication”

lundi 7 décembre 2015, par [LAHIRE Bernard](#), [ROUSSET Marion](#) (Date de rédaction antérieure : 6 décembre 2015).

Face aux attentats, aux émeutes ou aux crimes, le sociologue s'inquiète de la réponse politique, qui balaye d'un revers de manche toute tentative d'éclairage apportée par les sciences humaines. « Les savants sont soupçonnés immédiatement d'identification avec les criminels », estime-t-il.

Depuis les attentats du 13 novembre, le flot des commentaires ne s'est pas tari. Certains d'entre eux – dans la classe politique notamment, et récemment encore dans la bouche de Manuel Valls – remettent en cause de façon plus ou moins directe les travaux de sociologie soupçonnés d'« excuser » les horreurs perpétrées par les auteurs des attentats. La réponse du sociologue Bernard Lahire, qui publie justement, en janvier, un essai intitulé *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »* (éd. La Découverte, 2016).

Marion Rousset - Que vous inspirent les récents propos du Premier ministre Manuel Valls qui ne veut plus que l'on cherche d'« excuse sociale, sociologique et culturelle » au terrorisme ?

Bernard Lahire - Un premier ministre qui lance au Sénat le 26 novembre 2015 qu'il en a « assez de ceux qui cherchent en permanence des excuses ou des explications culturelles ou sociologiques à ce qui s'est passé », non seulement confond « justifier » et « comprendre », mais dénie toute légitimité à la connaissance. C'est donc à la fois l'expression d'une profonde ignorance quant à ce que font réellement les chercheurs en sciences sociales, et la victoire du registre émotionnel et guerrier. Savoir comment nous en sommes arrivés là n'aurait aucune espèce d'utilité, il s'agirait juste de désigner le mal et de le combattre. Si Manuel Valls veut par là prouver aux électeurs de droite et d'extrême droite qu'il est intransigeant, c'est un populisme très dangereux. Mais c'est surtout le signe d'une grande confusion intellectuelle et d'un abandon de l'idéal de connaissance des Lumières.

Les attentats comme ceux qui viennent d'avoir lieu sont-ils des événements propices aux procès faits à la sociologie ?

Oui. Cela fait au moins quinze ans que ça dure en France. Attentats, émeutes ou crimes sont immédiatement suivis de déclarations politiques très musclées qui accusent ceux qui ne font qu'apporter des éléments de compréhension des faits. Les savants sont soupçonnés immédiatement d'identification avec les criminels et on leur prête, à tort, l'intention de les excuser.

Après les attaques perpétrées notamment contre *Charlie Hebdo* en janvier 2015, son ancien directeur Philippe Val s'en était déjà pris au « sociologisme »...

Philippe Val a consacré un livre entier à ce « mal » qu'il désigne sous le qualificatif de « sociologisme ». Mais derrière la critique du « sociologisme » se cache en vérité une haine de la sociologie. Avec un livre pareil, on assiste à une désignation très claire de l'ennemi à combattre dans l'esprit de certains : la sociologie et plus généralement les sciences sociales. Hélas, Philippe Val montre surtout dans ce livre qu'il ne connaît à peu près rien de ce que font les sciences sociales. Il s'invente un adversaire inexistant, censé dominer progressivement les esprits des acteurs politiques, des journalistes, des cinéastes, des écrivains, etc., puis se bat contre cette fiction. C'est pathétique et pourrait même prêter à rire si cela n'avait aucun écho.

Le terme d'« excuse sociologique » apparaît dans la bouche d'un homme politique, Lionel Jospin, en 1999. Cette critique a donc une déjà longue histoire ?

L'idée du « No excuse » était présente depuis longtemps aux Etats-Unis. Ce thème de l'« excuse sociologique » est dans tous les cas à mettre en lien avec le développement des sciences sociales qui ont accompli, au cours du XX^e siècle, un formidable effort de connaissance. Et l'on sait – pensez à Giordano Bruno ou à Galilée – que tout effort de connaissance déclenche des résistances.

Comprenez-vous, malgré tout, le besoin d'invoquer la responsabilité individuelle des auteurs de graves violences, ne serait-ce que pour pouvoir juger leurs actes devant un tribunal ?

La Justice préfère le plus souvent juger des individus que des institutions ou des groupes, en ramenant les actes criminels à la « responsabilité » de ceux qui les ont commis. Mais rechercher les « causes », les « conditions de possibilité » et surtout les « processus » qui ont conduit à une situation d'attentat ou de crime n'a effectivement rien à voir avec une recherche des « responsables » ou des « coupables ». Le problème est que l'on rabat aujourd'hui la science sur le droit. En accusant les sociologues, dont le travail consiste à comprendre ce qui se passe lorsqu'il y a des délits ou crimes, d'« excuser » ces mêmes délits ou crimes, on fait comme s'ils étaient dans le tribunal et qu'ils demandaient l'acquittement des criminels. Mais nous ne travaillons pas dans un tribunal. On peut, d'une part, chercher à comprendre et, d'autre part, penser qu'il faut juger et punir. L'un n'empêche pas l'autre. Mais juger et punir ne devrait pas interdire de porter un regard scientifique un peu serein sur les faits. Ce sont deux ordres de réalité totalement différents. On nous reproche de « déresponsabiliser » les individus qui commettent des crimes, alors que nous ne faisons que replacer leurs actions dans une histoire personnelle et collective, parfois de très longue durée. Les chercheurs sérieux reconstruisent les conditions de possibilité des actes, contextualisent et relient les faits commis par des individus singuliers à toute une série d'autres faits. Cela n'a aucun sens de nous accuser de « déresponsabiliser » les criminels : la science n'a ni à désigner des responsables ni à dédouaner les individus de leur responsabilité.

Et êtes-vous d'accord avec l'idée qu'il puisse y avoir une chronologie à respecter : un temps pour l'émotion et un autre pour l'explication ?

Le premier temps de réaction à des événements horribles est nécessairement émotionnel. Mais les représentants politiques devraient justement avoir pour rôle de s'efforcer de faire passer du registre de l'émotion à celui de la raison. Si l'on reste dans l'émotion, l'affect, la tristesse et surtout la colère, on ne peut qu'entrer dans des logiques immédiates de guerre – « œil pour œil, dent pour dent » – sans se demander si ce n'est pas le but recherché par les commanditaires des attentats. Nos responsables politiques ont tendance à refuser toute explication. Pourtant, le temps des explications doit nécessairement reprendre le dessus pour pouvoir imaginer politiquement les choses à faire, afin

d'éviter que ça ne recommence.

La sociologie peut-elle avoir tendance à sous-estimer d'autres causes - psychologiques, religieuses, etc. - en focalisant sur les déterminismes sociaux ?

La sociologie fait son travail et n'interdit pas à d'autres sciences d'étudier les mêmes réalités qu'elle. Chaque domaine de savoir peut contribuer à une meilleure compréhension des faits. Ceci dit, la représentation que l'on se fait de l'explication sociologique est souvent très datée et parfois totalement erronée. Par exemple, quand on oppose les explications « culturelles » ou « religieuses » aux explications « sociologiques », on fait comme si les sociologues expliquaient tout par le « milieu social » ou la « classe sociale », alors que les réalités culturelles ou religieuses sont des faits sociaux et étudiés comme tels. Par ailleurs, cela fait aussi très longtemps que les sociologues intègrent dans leurs champs d'intérêt des questions encore souvent associées dans l'esprit des gens à la psychologie : les structures mentales, les structures de la personnalité, les motivations ou les désirs, etc. Il suffit de lire Durkheim, Weber, Elias ou Bourdieu pour s'en convaincre.

Ceux qui critiquent la sociologie le font souvent au nom de l'efficacité de l'action. Est-ce le signe d'un anti-intellectualisme ambiant ?

Il y a de ça, oui. On enferme les intellectuels dans une sorte d'« irresponsabilité » de « gens inactifs » qui contrasterait avec la « responsabilité » des « gens d'action ». Mais il faut se poser la question de savoir à quoi mène une action irréfléchie conduite par les seuls affects. Si on refuse de chercher à comprendre ce qui se passe, on ne peut que penser en termes de destruction du mal. Un mal décrit alors comme forcément inhumain, extérieur à nous et ne pouvant être combattu que par la force. La connaissance scientifique, elle, permet d'ouvrir le champ d'actions possibles.

P.-S.

* « Bernard Lahire, sociologue : “Nos responsables politiques ont tendance à refuser toute explication ». Télérama. Publié le 06/12/2015 : <http://www.telerama.fr/idees/bernard-lahire-sociologue-nos-responsables-politiques-ont-tendance-a-refuser-toute-explication,135178.php>